Guinée

Guinée : comment équilibrer les mesures sociales et de santé publique

Données mises à jour le 19 août 2020

Contexte

La mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique (MSSP) est une stratégie essentielle pour ralentir la transmission de la COVID-19 et limiter la pression sur les systèmes de santé, mais ces mesures peuvent faire peser une charge importante sur les personnes, en particulier lorsqu'il s'agit de mesures de restriction des déplacements ou qui limitent l'accès à un certain nombre de services. Ce document vise à guider les décisions politiques qui cherchent à équilibrer les bénéfices des MSSP dans la lutte contre la transmission de la maladie avec d'autres priorités, telles que l'impact économique et social. Il repose sur l'examen, l'analyse et la synthèse de données illustrant différents aspects liés à la COVID-19 en Guinée, notamment une enquête téléphonique représentative à l'échelle nationale, une veille médiatique, des données épidémiologiques et d'autres sources d'informations accessibles au public. Les sources de données et les méthodes utilisées sont répertoriées à la fin du document.

L'essentiel à retenir

Dynamique de la maladie : la Guinée a enregistré plus de 8 000 cas depuis le mois de mars. Le nombre de cas signalés dans le pays a considérablement augmenté pendant le mois d'avril, avant de se stabiliser en mai. Depuis, le recensement journalier est irrégulier, mais une hausse moyenne de 17 % du nombre de nouveaux cas signalés chaque semaine a été enregistrée sur la période allant du 23 juillet au 19 août. Cependant, ces données doivent être interprétées avec prudence, car le ratio de tests par cas confirmé en Guinée est inférieur aux recommandations de l'OMS, ce qui indique que les capacités de dépistage sont faibles.

Mise en œuvre des MSSP : le gouvernement a déclaré l'état d'urgence en mars et instauré un couvre-feu national quelques jours plus tard. Le couvre-feu a été levé à la mi-mai et la reprise des activités commerciales a été autorisée. Le nombre de cas signalés a continué à augmenter en juillet et en août et l'état d'urgence a été prolongé pendant tout le mois d'août.

Soutien et adhésion aux MSSP : la plupart des MSSP font l'objet d'un soutien élevé parmi les participants, surtout concernant les mesures de protection individuelle, telles que le lavage des mains ou le port du masque. Le niveau d'adhésion déclarée est inférieur au niveau de soutien, principalement vis-à-vis des mesures de restriction de l'activité économique, ce qui peut refléter le fardeau que ces mesures préventives représentent pour la population et le nombre limité de restrictions actuellement en vigueur.

Perception des risques et information sur les risques : seul un participant guinéen sur cinq pense avoir un risque de contracter la COVID-19, une proportion plus faible que dans les autres États membres de l'Union africaine (UA) où l'enquête a été réalisée. Près de la moitié de tous les participants ont des idées fausses ou croient à des rumeurs ou de fausses informations qui peuvent affecter leur adhésion en faveur des MSSP.

Services de santé essentiels : un grand nombre de familles qui avaient besoin de soins de santé ont eu du mal à accéder à leurs rendez-vous médicaux (41 %) ou à obtenir leurs traitements (55 %), une situation qui touche particulièrement les personnes avec des problèmes de santé chroniques.

Poids économique et sécurité alimentaire : une forte majorité des participants (87 %) déclarent avoir enregistré une perte de revenus depuis l'année dernière et les trois quarts des participants rencontrent des difficultés d'approvisionnement alimentaire. Un participant guinéen sur quatre a signalé avoir reçu une aide de l'État au cours du mois écoulé, principalement sous la forme d'une prise en charge de services publics.

Sécurité : 32 incidents de sécurité liés à la crise de la COVID-19 et aux MSSP ont été signalés en Guinée. De nombreuses manifestations publiques contre les MSSP ont donné lieu à des actes de violence, tout comme certaines actions du gouvernement visant à faire respecter les MSSP.

Dynamique de la maladie et mise en œuvre des MSSP

Nombre total de cas (Incidence cumulée pour 100 000 personnes)	**Nombre total de décès**	**Tests diagnostiques** (Ratio de tests par cas confirmé)	**Taux de létalité**
8 715 (65)	52	72 510 (8)	0,6 %

OMS la capacité de dépistage est considérée comme adaptée à partir d'un ratio de 10 à 30 tests par cas confirmé.

L'utilisation des MSSP doit s'adapter à l'évolution de la situation épidémiologique. Lorsque ces mesures sont mises en place efficacement et respectées, elles peuvent réduire la transmission de la maladie de manière significative. Un assouplissement progressif et flexible des mesures peut empêcher des pics de transmission tout en allégeant les contraintes exercées sur les communautés. Si la transmission s'accélère, la réintroduction de mesures ciblées peut être nécessaire pour contrôler l'épidémie.

Le nombre de cas signalés en Guinée a rapidement augmenté tout au long du mois d'avril, avant de connaître une évolution irrégulière.

- Le gouvernement guinéen a déclaré l'état d'urgence fin mars et annoncé la fermeture des écoles, des bars et des lieux de culte, avant d'instaurer un couvre-feu national et d'imposer le télétravail à tous les citoyens en mesure de travailler à domicile quelques jours plus tard. En avril, le gouvernement a annoncé l'obligation de porter le masque en public.
- Les restrictions ont commencé à être levées mi-mai ainsi que le couvre-feu qui est resté en vigueur uniquement au sein de l'agglomération de Conakry. Mi-juin, la première phase de déconfinement a commencé, entraînant la reprise des activités commerciales. Avec l'assouplissement des mesures, la Guinée a enregistré une variation irrégulière du nombre de nouveaux cas signalés.
- Actuellement, la fermeture des lieux de culte, des écoles, des bars et des cinémas est toujours en vigueur. Les frontières terrestres sont également fermées.
- Plus de 72 000 tests ont été réalisés, mais la capacité de dépistage reste insuffisante, ce qui se traduit par un faible ratio de tests par cas confirmé (8).

La Guinée a mis en place un couvre-feu national, des restrictions sur les déplacements à l'intérieur du pays et l'obligation de travailler à domicile fin mars, mais le nombre de cas signalés a commencé à augmenter de manière inquiétante en avril. La baisse marquée du nombre de cas signalés à la mi-juillet est due à un recensement journalier irrégulier.

Source des données : CDC Afrique, ACAPS, OxCGRT

Soutien et adhésion aux MSSP

L'efficacité des MSSP repose sur un changement de comportement généralisé. Pour identifier les mesures bénéficiant d'un meilleur degré d'acceptation, il est primordial d'évaluer le soutien et l'adhésion du public, ainsi que la confiance globale dans la réponse du gouvernement. En cas d'adhésion faible, une analyse plus poussée des freins au changement de comportement peut aider à renforcer la mise en œuvre des MSSP et à limiter le poids de ces mesures.

Selon les résultats de l'enquête, la majorité des participants guinéens soutiennent la plupart des MSSP, même si le niveau d'adhésion déclarée est plus faible, surtout vis-à-vis des mesures de restriction de l'activité économique.

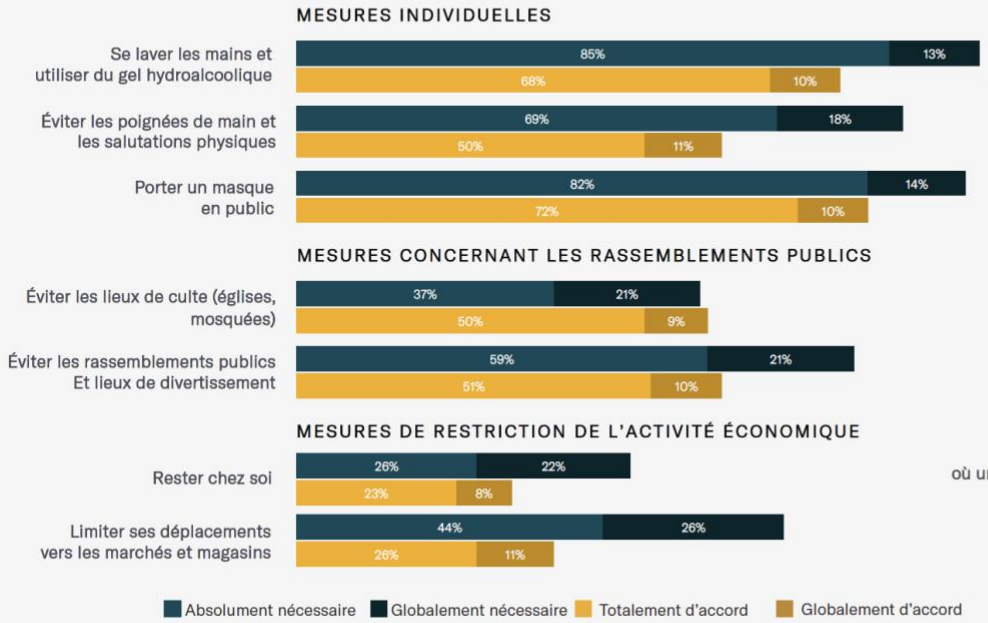
- Presque toutes les personnes interrogées déclarent être équipées d'un masque et soutiennent fortement les mesures de prévention individuelles (lavage des mains, port du masque et distanciation pour éviter les contacts physiques). Cependant, l'adhésion déclarée en faveur de ces mesures pourrait être améliorée ; par exemple, seuls six participants sur dix déclarent s'abstenir de se serrer la main et d'éviter les salutations physiques. Les recommandations de distanciation physique doivent prendre en compte les habitudes culturelles concernant les salutations physiques.
- Les mesures de restriction de l'activité économique, telles que le confinement à domicile ou les restrictions de déplacement vers les marchés et magasins, sont moins populaires. Seul un tiers des participants déclarent adhérer à ces mesures, ce qui peut refléter le fardeau que ces mesures préventives représentent pour la population et le nombre limité de restrictions actuellement en vigueur.
- Alors que les lieux de culte sont actuellement fermés, le soutien et l'adhésion vis-à-vis de l'inaccessibilité des lieux de culte sont remarquablement faibles et indiquent probablement que cette mesure est très contraignante pour les citoyens, qui sont obligés de restreindre leur activité religieuse. Il sera important de réussir à proposer une organisation sécurisée pour maintenir les rassemblements religieux.
- L'adhésion déclarée aux mesures de restriction en place pour éviter les rassemblements publics et les lieux de divertissement est plus faible que le soutien affiché. Une analyse des facteurs environnementaux et économiques ou des autres obstacles freinant cette adhésion pourrait être utile pour orienter les stratégies visant à améliorer l'adhésion de la population. Une majorité des participants (63 %) est favorable à un assouplissement global des restrictions pour réduire les charges économiques, même si

presque 90 % des personnes interrogées se déclarent très anxieuses face à une reprise normale de l'activité.

- La couverture médiatique des MSSP dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux était largement positive, malgré un certain nombre de commentaires négatifs sur Facebook qui exprimaient un manque de confiance envers le gouvernement pendant la pandémie.
- Le niveau de satisfaction des participants à l'enquête en Guinée vis-à-vis de la réponse du gouvernement (84 %) est plus élevé que dans les autres États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée.

Presque toutes les MSSP font l'objet d'un soutien plus élevé que l'adhésion déclarée, les MSSP les plus populaires étant les mesures de protection individuelles.

Soutien (perception de la nécessité des mesures sur les derniers mois) et adhésion (au cours de la semaine précédente) aux mesures de prévention



La majorité des participants en Guinée se déclarent satisfaits de la réponse du gouvernement, un pourcentage plus élevé que dans les autres États membres de l'UA où l'enquêté a été réalisée.

% de satisfaction face à la réponse du gouvernement à la COVID-19 par pays, sous-groupe et région

Source des données : Enquête IPSOS

Masque

La Guinée impose le port du masque dans les lieux publics et inflige des amendes en cas d'infraction.

99% des participants à l'enquête disposent d'un masque prêt à l'emploi

92% pensent que le port du masque peut éviter la propagation du virus

82% déclarent avoir porté un masque au cours de la semaine passée

Source des données : Enquête IPSOS

Ressenti vis-à-vis du déconfinement

Date du déconfinement :

36% préfèrent attendre plus longtemps pour assouplir les restrictions

63% sont favorables au déconfinement pour faire repartir l'économie

Ressenti par rapport à la reprise de l'activité :

88% déclarent être anxieux à l'idée de reprendre des activités normales

74% se sentiraient à l'aise pour utiliser les transports publics s'ils ne sont pas trop encombrés

Source des données : Enquête IPSOS

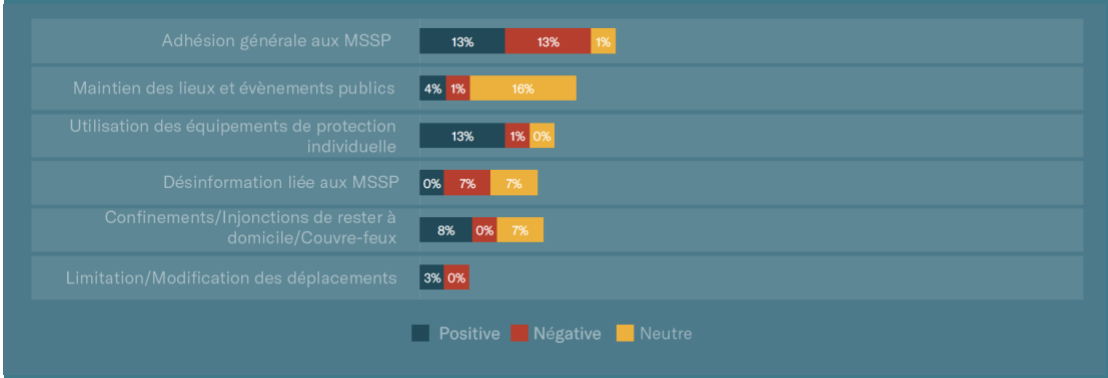
Couverture médiatique des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

L'analyse des sujets traités dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux peut fournir des indices sur la perception des problèmes clés et l'origine des croyances. Par nature, la veille et l'analyse des médias permettent d'identifier les points de vue et opinions exprimées par un segment de la population activement engagé dans le débat public, les discussions en ligne et sur les réseaux sociaux. Ces données sont qualitatives et ne doivent pas être considérées comme représentatives de l'opinion d'une population plus large.

Entre mai et juillet, le traitement des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux guinéens était principalement positif, et influencé par la communication du gouvernement dans les médias traditionnels.

- Les MSSP ont fait l'objet d'une forte couverture médiatique le 14 août, avec la déclaration télévisée du président Condé qui a reconnu l'impact économique des MSSP tout en incitant vivement la population à faire preuve de vigilance et à respecter ces mesures face au constat d'un certain relâchement.
- Malgré les réactions globalement positives dans **les médias traditionnels** et sur Twitter, certains utilisateurs de Facebook se sont opposés à l'appel du président visant à maintenir l'adhésion du public, accusant le chef de l'État et son gouvernement d'être trop éloignés de la réalité et d'utiliser la COVID-19 comme un outil politique. D'autres utilisateurs ont néanmoins exprimé leur soutien envers ces mesures.

Principaux sujets traités dans les médias traditionnels et couverture des MSSP sur les réseaux sociaux de mai à août



Le 15 août, un utilisateur de Facebook a posté, en réaction à l'intervention du Président : « Votre invitation à respecter les gestes barrières et les règles d'hygiène est bien sûr comprise. L'application de ces règles et mesures est la seule façon de participer activement à la lutte contre la pandémie pour chacun de nos concitoyens. »

Le 14 août, un utilisateur de Facebook en Guinée a posté « Il est temps de lever l'état d'urgence et les restrictions de déplacement qui sont une cause de souffrance pour la population. »

Source des données : Novetta Mission Analytics

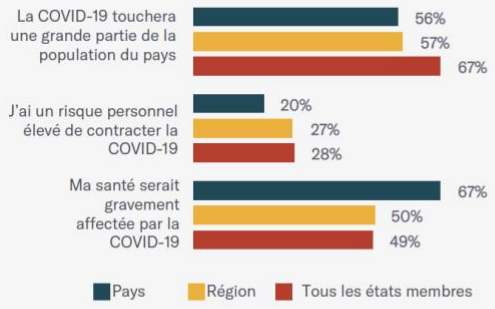
Perception des risques et information sur les risques

Les données issues des épidémies passées montrent que l'information sur les risques et leur perception sont deux facteurs qui influencent les comportements préventifs, notamment l'adhésion aux MSSP. Les personnes bien informées bénéficient généralement d'une bonne compréhension de la COVID-19, mais ne réalisent pas toujours qu'elles ont un risque élevé d'être contaminées ou que la maladie pourrait avoir des conséquences graves sur leur santé. En outre, la population doit croire au fait qu'un changement de comportement permet de réduire efficacement les risques, à la fois pour eux-mêmes et pour la communauté au sens large. Les fausses informations peuvent réduire leur motivation à adhérer à ces mesures de prévention.

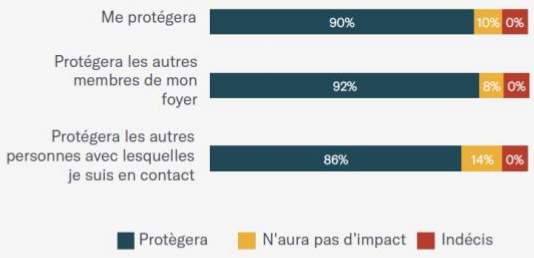
La plupart des participants guinéens sont conscients du risque que représente la COVID-19 pour leur pays, mais se sentent personnellement peu concernés. Nombre d'entre eux ont des idées fausses sur la maladie ou croient aux rumeurs d'interférence étrangère qui peuvent affecter leur adhésion aux comportements préventifs.

- Les participants guinéens ont une perception du risque plus faible que celle des participants des autres États membres de l'UA en Afrique de l'Ouest et dans toute l'Afrique. L'importance d'adhérer aux mesures de prévention peut être renforcée en augmentant les efforts de communication sur les risques et d'implication de la communauté.
- La Guinée a une perception de la gravité de la maladie plus importante que la moyenne des pays d'Afrique de l'Ouest et que celle de tous les États membres de l'UA où une enquête a été réalisée. La majorité des personnes interrogées pensent que le fait de suivre les recommandations de santé publique les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres.
- Environ la moitié des participants à l'enquête déclarent croire en des informations erronées sur la transmission de la maladie ou des rumeurs évoquant une interférence étrangère dans les traitements et les vaccins. Il sera essentiel de communiquer rapidement sur le sujet et d'impliquer la communauté pour contrer la désinformation sur les vaccins et assurer l'acceptation du vaccin lorsqu'il sera disponible.

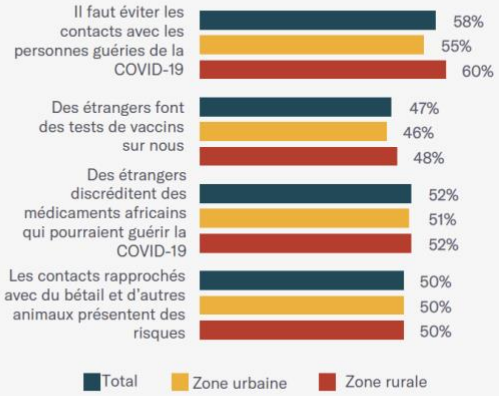
Les participants à l'enquête en Guinée ont une perception du risque personnel plus faible, mais une perception de la gravité de la maladie plus élevée, que dans les autres États membres de l'UA où l'enquêté a été réalisée.



Une large majorité des participants guinéens pensent que le fait de suivre les recommandations sanitaires les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres de la COVID-19.
Ressenti vis-à-vis de l'efficacité des recommandations de santé publique



Environ la moitié des participants guinéens ont des idées fausses sur la maladie ou croient aux rumeurs d'interférence étrangère.



Source des données : Enquête IPSOS

Perception des risques et information sur les risques dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

La couverture médiatique récente de la COVID-19 sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels indique une perception élevée du risque de maladie, ce qui reflète les efforts de communication sur les risques du gouvernement.

Le 14 août, un utilisateur de Facebook en Guinée a posté :« La COVID-19 est bien présente en Guinée. Vous verrez. »

Le 14 août, un média local a repris les propos du président Alpha Condé en ajoutant « Du 15 juillet au 15 août, le taux de positivité a augmenté, ce qui montre que le virus circule. Malgré tous les efforts accomplis, il reste encore beaucoup à faire. »

Des utilisateurs de Facebook en Guinée ont commenté ces déclarations et ont aussi reconnu la menace posée par la COVID-19 dans le monde et en Guinée.

Source des données : Novetta Mission Analytics

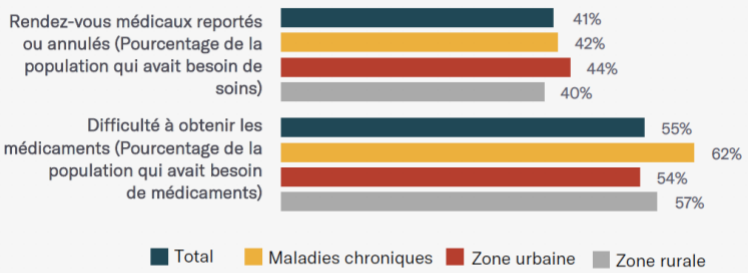
L'impact négatif des MSSP

Les services de santé essentiels

L'épidémie de COVID-19 peut perturber les services de santé essentiels, en raison de la pression exercée sur les systèmes de santé, de la perturbation des circuits d'approvisionnement de médicaments et des restrictions de déplacements. Les citoyens hésitent parfois à demander des soins, en raison du risque de transmission ou de leur incapacité à payer ces soins. Les données obtenues à la suite d'épidémies antérieures et les premiers rapports élaborés sur la COVID-19 suggèrent que les effets indirects peuvent être bien plus importants que l'impact direct de la maladie. Un suivi étroit des services de santé essentiels peut permettre d'orienter les politiques d'adaptation des MSSP et de maintien des soins essentiels. L'interprétation des données sur la perturbation des services doit tenir compte du contexte national en matière de charge de morbidité et des schémas d'utilisation des soins de santé.

Les services de santé essentiels ont été fortement perturbés en Guinée pendant la crise de la COVID-19. Quatre participants sur dix signalent avoir eu besoin de soins pour eux-mêmes ou des membres de leur famille et avoir été contraints de reporter ou de ne pas aller à un rendez-vous médical. Plus de la moitié des familles ayant besoin de médicaments ont déclaré avoir eu du mal à les obtenir, une situation qui a touché particulièrement les personnes atteintes de maladies chroniques. Parmi les obstacles à l'accès aux centres de santé, les participants ont mentionné le coût, la peur d'être contaminé en allant se faire soigner, l'inaccessibilité des centres de santé/ l'interruption des transports publics. D'après les participants ayant eu des difficultés d'accès aux soins, les rendez-vous médicaux non honorés concernaient principalement des examens de routine (42 %), le dépistage du paludisme (24 %) et des vaccinations (5 %). Le nombre d'examens médicaux de routine non honorés est plus élevé en Guinée que dans les autres États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée ; or ces examens sont essentiels pour assurer le dépistage des maladies transmissibles et non transmissibles. Toute perturbation des examens de dépistage du paludisme ou des rendez-vous de vaccination aura des conséquences significatives sur l'état de santé de la population guinéenne, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans. Deuxième cause de mortalité en Guinée, le paludisme a provoqué plus de 16 % des décès d'enfants âgés de moins de cinq ans sur l'année 2017, selon les données de l'UNICEF.

Près de la moitié des familles qui avaient besoin de soins ou de traitements médicaux ont signalé des difficultés d'accès, plus fréquentes chez les personnes atteintes de maladies chroniques.



Obstacles aux services essentiels

Les personnes qui ont signalé qu'un membre de leur famille avait reporté ou annulé un rendez-vous médical ont cité principalement les trois raisons suivantes :

26% Impossibilité de payer les soins

19% Inquiétude quant au risque de contracter la COVID-19

17% Inaccessibilité des centres de santé/Interruption des transports publics

Les rendez-vous médicaux non honorés concernaient principalement :

42% Un examen général/de routine

24% Le paludisme

5% Des vaccinations

Source des données : Enquête IPSOS

Impact économique et sécurité alimentaire

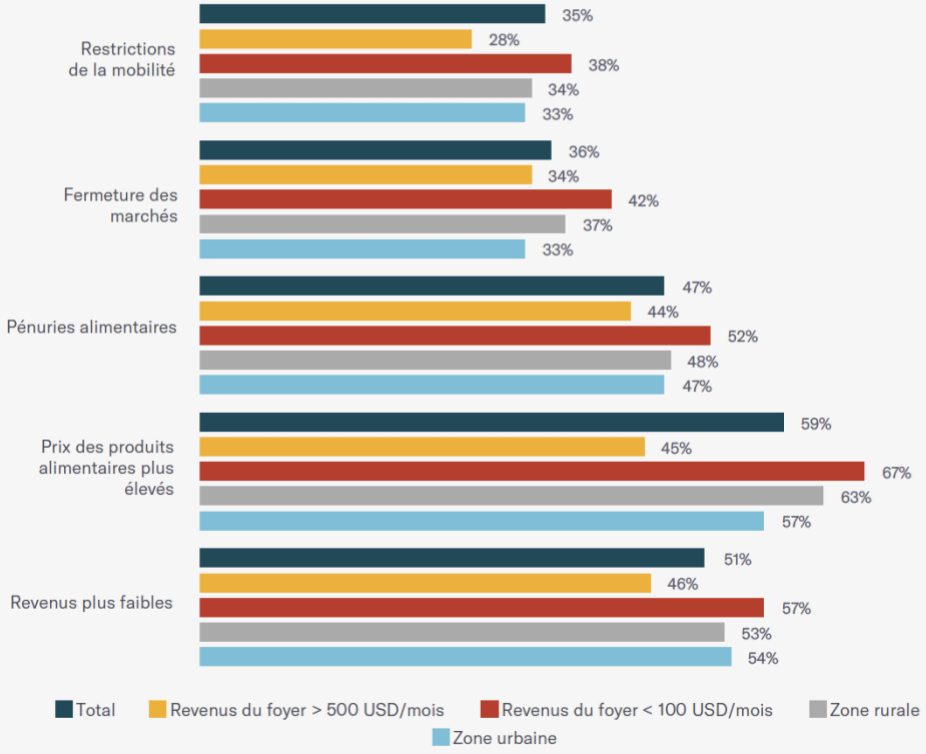
Les MSSP qui limitent l'activité économique, comme la fermeture des lieux de travail, les restrictions de déplacements des biens et des personnes, le confinement à domicile et les couvre-feux, sont un lourd fardeau pour la population, qui voit ses moyens de subsistance et son accès aux marchés réduits. Le suivi des contraintes économiques imposées aux ménages et de la sécurité alimentaire peut permettre d'identifier les personnes qui ont besoin d'aide et servir à l'élaboration de mesures de soutien adaptées.

Les participants à l'enquête en Guinée ont souffert d'importantes difficultés économiques pendant la crise de la COVID-19. Environ les trois quarts des personnes interrogées rencontrent actuellement des difficultés pour s'approvisionner en nourriture, en raison de baisses de revenus, de prix en hausse, de pénuries alimentaires et d'autres obstacles. D'après le Programme alimentaire mondial des Nations unies, environ 20 % de la population, soit presque trois millions de personnes, souffrent actuellement d'insécurité alimentaire, une situation qui pourrait toucher 600 000 personnes supplémentaires d'ici la fin de l'année 2020. Plus de la moitié des Guinéens vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté, et une majorité (86 %) des participants survivent avec des revenus plus faibles qu'à la même période l'année précédente. Bien que le gouvernement ait annoncé la mise en place de plusieurs mesures d'aide sociale qui sont toujours en vigueur, dont l'annulation des paiements liés aux services publics pour les populations les plus vulnérables et une aide financière en espèces, seule une famille sur quatre signale avoir reçu une aide supplémentaire de l'État au cours du mois écoulé, principalement sous la forme de services subventionnés. Moins de 1 % des familles déclarent avoir reçu une aide en espèces.

Les participants guinéens font face à des difficultés constantes d'approvisionnement alimentaire et une forte partie d'entre eux signale avoir rencontré un de ces obstacles au cours de la semaine précédente. Les familles à faible revenu sont les plus touchées par ces difficultés.

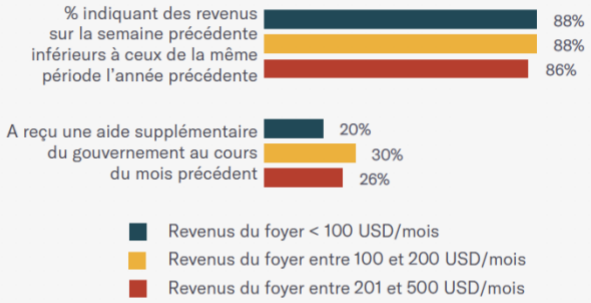
Note : les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.

(% des participants ont signalé rencontrer des difficultés pour acheter de la nourriture au cours de la dernière semaine pour une des raisons suivantes)



Une grande majorité des participants en Guinée ont dû faire face à une perte de revenus et seul un foyer sur quatre signale avoir reçu une aide supplémentaire de l'État au cours du mois écoulé (les familles ayant des revenus > 500 USD/mois ont été exclues en raison de leur nombre très limité).

Note : les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.



Source des données : Enquête IPSOS

Traitement de l'impact des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

D'après la veille médiatique effectuée entre mai et juillet, environ 10% des sujets liés à la COVID-19 en Guinée traitaient de l'impact négatif des MSSP, mentionnant principalement l'impact de la maladie sur l'économie du pays.

- **Pour beaucoup de Guinéens, la précarité est un problème plus urgent que la COVID-19.**
- **Plusieurs utilisateurs des réseaux sociaux en Guinée se sont inquiétés de la hausse des prix du carburant et de l'accès à cette ressource.**

Le 15 juillet, un citoyen a déclaré à un journal local : « Cette maladie nous a épuisés. Beaucoup d'entre nous sont désormais au chômage. »

Le 17 juillet, un utilisateur de Facebook a écrit:

« Depuis le début de la pandémie, moins d'une centaine de décès dus à la maladie ont été recensés, alors que des milliers de personnes meurent de la pauvreté. Je pense qu'il faut plutôt se concentrer sur la lutte contre la pauvreté en améliorant les conditions de vie des citoyens au lieu de se battre contre la COVID-19. »

Source des données : Novetta Mission Analytics

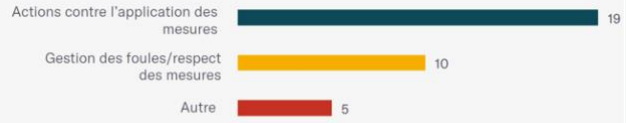
Sécurité

Une augmentation des troubles sociaux ou de l'insécurité, que ce soit par le biais de manifestations pacifiques ou d'émeutes et de violences commises par et contre des civils, peut avoir des conséquences sur l'adhésion de la population aux MSSP, et constitue un indicateur du poids que ces mesures font peser sur la population.

32 incidents de sécurité liés à la COVID-19 ont été signalés en Guinée depuis le mois d'avril, dont une grande partie étaient accompagnés d'actes de violence. Ces incidents ont majoritairement eu lieu en avril et en mai. Sur les 32 incidents de sécurité, 19 étaient des manifestations publiques contre les MSSP ou contre leur mise en œuvre. Dans certains cas, les manifestants protestaient contre la fermeture prolongée des mosquées ou contre les postes de contrôles mis en place localement pour restreindre les déplacements. En juin, un groupe de jeunes a manifesté contre les actes de violence des forces de l'ordre faisant respecter le port obligatoire du masque. Dix actes de violence commis contre des civils par des forces de sécurité pour faire respecter les MSSP ont été signalés.

La majorité des incidents de sécurité étaient liés à des manifestations de civils contre les MSSP ou à des forces de sécurité faisant respecter des MSSP de manière violente.

Nombre d'évènements par catégorie, de mars à juillet



Source des données : ACLED, Base de données sur les évènements liés au coronavirus

Sources des données et méthodes appliquées

Données de l'enquête : enquête téléphonique réalisée en Guinée entre le 6 et le 18 août par l'Ipsos auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale de 1 283 adultes (642 habitant en zone urbaine et 641 en zone rurale).

Médias traditionnels et réseaux sociaux : les recherches ont été menées par Novetta Mission Analytics, sur des médias africains en ligne disponibles en source ouverte, ainsi que des comptes Twitter et Facebook géolocalisés. Ces données qualitatives reflètent le discours public présent sur les médias en ligne et parmi les utilisateurs des réseaux sociaux. Les citations ont été modifiées pour plus de clarté (texte modifié entre crochets).

Données épidémiologiques : fournies par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies

Autres données : issues de sources accessibles au public.

Les résultats de l'étude reflètent les dernières informations disponibles sur les sources répertoriées au moment de l'analyse et ne reflètent pas nécessairement les données les plus récentes ou issues d'autres sources. Les données peuvent varier en termes d'exhaustivité, de représentativité et de périodicité. Les limites de cette enquête sont évoquées plus en détail sur la page accessible via le lien ci-dessous.

Pour plus d'informations sur les sources des données et les méthodes appliquées, consulter la page preventepidemics.org/covid19/perc/.